

I'HUMANITÉ



rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
2F B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 192
JEUDI 21 JUIN 1973

TOUS UNIS CONTRE LA FASCISATION

EDITORIAL

Fidèles aux précieux enseignements de Dimitrov et Staline, à Paris comme en province, les communistes marxistes-léninistes manifesteront les 20 et 21 juin 1973 contre la fascisation de l'Etat bourgeois, contre la politique fascisante du gouvernement, contre les fascistes et racistes d'Ordre nouveau.

Depuis le 12 juin 1968, les marxistes-léninistes n'ont cessé de dénoncer le régime actuel en le caractérisant comme une « démocratie bourgeoise en cours de fascisation ». Dans sa course avec le mouvement révolutionnaire de masses, qui tend à la Révolution socialiste, la bourgeoisie capitaliste prépare le recours brutal à une « dictature terroriste ouverte et sanglante », le fascisme. Au début de ce mois, l'Humanité-Rouge publiait, en supplément, une brochure destinée à expliquer les raisons et exposer les manifestations concrètes de « la Fascisation en France ».

Cette brochure indique aussi le moyen essentiel de s'opposer victorieusement au processus en cours développé de plus en plus ouvertement par la bourgeoisie capitaliste monopoliste d'Etat. Ce moyen, si magistralement défini par Dimitrov sur la base de l'expérience de la montée du fascisme en Allemagne, c'est la réalisation du *Front unique prolétarien*, puis, sous sa direction, du *Front uni populaire antifasciste*. Ce moyen, c'est avant tout la pratique de l'unité à la base et dans l'action, en premier lieu dans les grandes entreprises industrielles de tout le pays.

L'aspect principal des manifestations des 20 et 21 juin ne réside nullement dans la nature idéologique et politique, dans les responsabilités antérieures et présentes, des dirigeants qui en ont pris les initiatives. L'aspect principal, c'est celui que proclame depuis cinq ans les marxistes-léninistes, c'est la nécessité que les plus larges masses populaires, classe ouvrière en tête, engagent les luttes indispensables contre la fascisation. Aussi les marxistes-léninistes, plus que jamais, ont-ils le devoir de se trouver au coude-à-coude avec les masses populaires porteuses d'une volonté de lutte antifasciste.

L'aspect secondaire des manifestations du 20 juin réside dans le fait que, subissant la forte pression de leur base et de l'opinion démocratique la plus large, les dirigeants du Parti « communiste » français tentent de récupérer un prestige qu'a sensiblement détérioré leur politique opportuniste d'unité sans principe avec les vieux traîtres sociaux-démocrates. Au demeurant, ils ne renoncent pas à leurs manœuvres pour perpétuer cette politique basée sur un « programme commun » qui n'est parvenu jusqu'ici qu'à remettre en selle le Parti prétendu « socialiste » dirigé par les Mitterrand, Mollet et autres Defferre, chevaux de retour de la trahison des intérêts de classe du prolétariat. C'est pourquoi les marxistes-léninistes dénoncent le résultat néfaste, et prévu par eux longtemps à l'avance, de la

ligne idéologique et politique des dirigeants révisionnistes, mais n'en sont pas moins décidés à lutter aux côtés des travailleurs manuels et intellectuels, adhérents et sympathisants de base de ce Parti qui aspirent sincèrement à des changements profonds, réels et durables, et qui se dressent contre la fascisation accélérée voulue par le capitalisme monopoliste d'Etat. Secondaire aussi reste l'aspect de la participation de groupes non prolétariens, tels les trotskystes, à la contre-manifestation antifasciste du 21 juin contre les nazis d'Ordre nouveau.

Quand les fascistes sortent de leurs trous et tentent de redresser la tête, il faut immédiatement s'opposer à leurs tentatives criminelles. A cet égard, les dirigeants révisionnistes assument une lourde responsabilité en propageant parmi leurs militants l'idée qu'« Ordre nouveau ne représente rien » !

Même s'il n'y avait plus qu'un seul fasciste en France, il justifierait que soient combattues activement et son idéologie et son activité.

Du ventre encore fécond de la société capitaliste est toujours prête à sortir la bête immonde du fascisme ! disait en substance Brecht, et quelques instants avant sa pendaison par les nazis, Julius Fucik lançait cet avertissement solennel : « Hommes, soyez vigilants ! ».

Aujourd'hui, « Ordre nouveau » essaye de sécréter son odieux et criminel racisme contre nos frères les travailleurs immigrés. Il faut combattre et détruire l'entreprise de tous ces nostalgiques du pétainisme et de la collaboration traîtresse avec l'occupant hitlérien, de l'Algérie française, du colonialisme, de la torture et des assassinats !

Tout en proclamant, en diffusant et en défendant le juste mot d'ordre du camarade François Marty, toujours vivant dans leurs luttes : « Ni révisionnisme, ni gauchisme, une seule voie : le marxisme-léninisme ! », les marxistes-léninistes savent la nécessité de lutter en s'unissant aux plus larges masses prolétariennes et populaires, partout où elles se trouvent et engagent l'action, même si restent encore provisoirement dominantes dans leurs rangs des idéologies non prolétariennes, non concrètement révolutionnaires. Les marxistes-léninistes, comme le leur enseigna encore Staline peu avant sa mort, doivent être aux premiers rangs pour entraîner les masses populaires dans la lutte contre la fascisation, doivent brandir très haut le drapeau des libertés démocratiques attaquées par la bourgeoisie et tous les réactionnaires.

A bas la fascisation !

Vive l'unité des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes de France dans l'indispensable combat antifasciste !

19 juin 1973.
J. J.

Dans ce numéro...

FASCISATION

P. 6

L
I
P



TRAVAILLEURS



UNIS

G
R
A
S
S
E

La remontée
du Parti Socialiste

P. 7

VIETNAM

Les luttes
ardues
dans la
nouvelle
étape



p. 9

Vietnam-Chine
une unité militante
à toute épreuve

p. 12

La visite de Ki Peng-Fei

p. 12

La diffusion de l'Humanité Rouge reprend au Mans

Nous, militants M.L. du Mans, qui, il y a trois ans, avons suivi la scission du « Travailleur », reprenons aujourd'hui la diffusion de l'Humanité rouge.

Au bout de ces trois années, nous sommes convaincus que le groupe « Le Travailleur », en scissionnant, puis en amenant à la dégénérescence une partie des forces qu'il contrôlait, et enfin en tentant une « unification » sans principe avec le groupe gauchiste et scissionniste « Front rouge » dans le but avoué de passer une alliance contre H.R. a joué un rôle de liquidation politique et organisationnelle des acquis du mouvement marxiste-léniniste depuis 1963.

Voilà pourquoi nous avons prononcé la dissolution de ce groupe liquidateur, et demandé notre ralliement à l'Humanité rouge, le seul journal authentiquement prolétarien.

Ce que fut la scission...

La scission de 1970 était la manifestation de l'existence de conceptions non-prolétariennes, au sein des rangs marxistes-léninistes.

Certes, les quelques dirigeants qui ont orchestré la scission s'affirmaient en accord avec la ligne de l'Humanité rouge. Il ne s'agissait, selon eux, que de mettre à l'écart quelques « chefs » qualifiés pour la circonstance d'« usurpateurs » ou de « bureaucrates » sans parler de calomnies de bas étages.

Mais ce n'était là que des mensonges destinés « à justifier » un acte injustifiable au regard de la discipline marxiste-léniniste ; en fait, ces dirigeants tentaient par la scission d'imposer de l'extérieur la ligne anarcho-syndicaliste qu'ils n'avaient pu imposer de l'intérieur.

Le journal « Le Travailleur » se chargea ensuite d'exposer au grand jour le fond de leur pensée. « Le Travailleur » affirmait que le rôle des M.L. se limite à offrir « une tribune » aux travailleurs, à se faire l'écho de la base. C'est-à-dire en fait renoncer au rôle de direction, d'avant-garde du mouvement ouvrier.

...Et ses conséquences

La principale conséquence de cette ligne antimarxiste fut la tentative de liquider l'organisation issue de l'H.R. au profit de vagues cercles désunis, dominés par le libéralisme, le légalisme.

Dès le départ le groupe était disparate, rassemblant « tous les mécontents » ; la seule unité étant d'être « contre » la direction d'H.R. C'est ainsi que très vite des villes ou régions rescissionnaient, puis dégénéraient en de multiples cercles locaux spontanés.

Par exemple, les conceptions les plus divergentes coexistaient sur la question centrale de l'édification du Parti et de l'unification des marxistes-léninistes. Certains prétendaient que nous étions les seuls véritables marxistes-léninistes. D'autres que le P.C.M.L.F. avait « éclaté » en trois morceaux qu'il fallait réunifier en les plaçant sur un pied d'égalité. D'autres encore qu'il fallait créer le Parti par la base à partir des « noyaux ouvriers rouges ». Cependant, tous, ou presque, étaient unis pour considérer que ce genre de question était secondaire, que notre affaire c'est le mouvement ouvrier, les organisations ouvrières, et que le reste n'est qu'invention de doctrinaires et « intellectualisme bourgeois ».

L'abandon de la révolution

Première conséquence pratique : l'activité locale se fit toujours au jour le jour, sans perspective. Dans notre ville, de nombreux militants, bien qu'en désaccord avec certains aspects de la ligne du « Travailleur », s'opposèrent longtemps à ce que les problèmes politiques soient posés résolument sur le tapis, sous prétexte que « notre tâche principale est de nous lier aux masses » ou bien « la pratique tranchera ». Sous prétexte de priorité à la pratique (mais quelle pratique), les contradictions étaient donc résolues par des compromis sans principe, par la représentation des diverses « tendances » des organes dirigeant, par la fuite dans l'activisme.

Dans une véritable organisation communiste, le rôle des directions à tous les niveaux est de veiller à l'application de la ligne politique et des décisions prises centralement. Pour « Le Travailleur », il n'en était rien. Les tâches de direction consistaient à échanger les expériences à la base. Le principe faux « la démocratie l'emporte sur le centralisme » a donc été largement appliqué. Nous avons parfois remplacé les organisations centralisées par des assemblées générales. Nous avons remplacé le principe de la direction unique par le principe social-démocrate de la « direction »

par un « parlement » composé de représentants de la base, divisés en factions rivales. Nous avons abandonné les principes de sécurité et de cloisonnement sous prétexte que « notre organisation doit répondre au besoin des masses, elle n'a pas besoin d'une secte qui est toujours en train de se cacher ». Si les marxistes-léninistes ne devaient pas voir plus loin que les besoins actuels des masses, ils n'auraient certes pas besoin d'un parti d'avant-garde.

Mais chacun sait au contraire que nous devons nous organiser sérieusement pour préparer la révolution prolétarienne armée. Notre légalisme reflétait donc l'abandon de la voie révolutionnaire, l'abandon des buts à longs termes. C'est bien une nouvelle version du réformisme pour qui « le mouvement est tout, le but final n'est rien ».

Une victoire de la ligne prolétarienne de l'Humanité rouge

Le bilan de notre groupe liquidateur est largement négatif, et c'est bien pourquoi il devait être liquidé. Cependant cette dissolution n'est pas un échec. C'est une victoire de la lutte qui a été menée contre la direction du « Travailleur » et surtout une victoire pour l'avant-garde marxiste-léniniste, l'Humanité rouge.

Car c'est dans la lutte contre les pratiques et l'orientation du « Travailleur » que nous avons compris que nous étions une organisation légaliste, ouvrière, anarcho-syndicaliste. C'est dans la lutte contre la fuite en avant que constituait la tentative de « fusion » entre « Front rouge » et « Le Travailleur » que nous avons compris que toutes deux étaient des organisations scissionnistes, opportunistes, prêtes à marier l'eau et le feu pour s'unir contre l'Humanité rouge. C'est dans la lutte contre les tentatives de repeindre en rouge notre organisation, pour la faire se survivre à elle-même, à côté, et par conséquent contre l'avant-garde M.L. que nous avons compris qu'il n'y a pas d'unification possible entre l'avant-garde et ses scissions, que la seule rectification conséquente consistait à se replacer sous la discipline de l'Humanité rouge.

Ce sera bien par une telle lutte de principe que se résoudra la question de l'unité des marxistes-léninistes. Ce ne sera pas par des compromis bureaucratiques telle « l'unification » que nos anciens dirigeants préparaient de concert avec les dirigeants de « Front rouge ». (Que penser par exemple des dirigeants « purs et durs » de « Front rouge » qui, bien qu'en désaccord avec la ligne du « Travailleur », proposaient avant même la moindre auto-critique, que deux camarades du « Travailleur » participent à la rédaction de « Front rouge » ?).

L'aboutissement de cette lutte constitue une victoire de la révolution, et une défaite de ses ennemis (surtout de cette catégorie d'ennemis qui s'abritent derrière le marxisme-léninisme et même usurpe le sigle P.C.M.L.F.). Victoire parce que la dissolution du « Travailleur » est la dissolution d'un groupe dont la tâche a été de détruire l'organisation unique des M.L. Victoire parce que cette tentative de division a finalement échoué, une bonne partie de ceux qui ont suivi la scission rejoignent aujourd'hui l'Humanité rouge, plus déterminés que jamais à mettre en pratique sa ligne politique prolétarienne.

Note aux lecteurs : Dans notre prochain numéro sera publiée une déclaration des camarades de NANTES.

PROLÉTARIAT



Revue théorique et politique marxiste, léniniste et de la pensée Mao Tsé-Toung



AU SOMMAIRE DU N° 2 (juillet-août-septembre)

Des articles sur la portée idéologique et politique des justes guerres par les peuples indochinois - sur la signification de ses accords d'entreprise - sur l'autogestion conçue par la C.F.D.T. - sur le caractère impérialiste et colonialiste de l'exploitation des travailleurs immigrés - sur les problèmes d'édification du Parti marxiste-léniniste.



UN DOCUMENT HISTORIQUE :

La question algérienne et le Parti communiste entre 1919 et 1939 par Mahfoud Kaddache, Professeur et doyen actuel de la Faculté des Lettres d'Alger



— Présentation et critique de livres et films (notamment sur le cinéma algérien).

— Cours marxiste-léniniste sur l'Etat.



Passez vos abonnements ou commandes à Prolétariat : 17, rue du Sentier - 75002 Paris C.C.P. : 30 686-98 La Source

l'exemplaire 6 F (+ 1 F pour frais d'expédition)

Abonnements :

1 an : 20 F

2 ans : 35 F

Abonnements de soutien :

1 an : 50 F

2 ans : 100 F



Hâtez-vous de passer vos commandes ! Le premier numéro a connu un considérable succès : il a été épuisé deux mois après sa mise en vente et de nombreux lecteurs n'ont pu l'obtenir.

Le tirage du n° 2 est augmenté, mais il est utile d'avertir les lecteurs pour que ne se reproduisent pas les mêmes difficultés.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.





classe contre classe dans les entreprises

DIM (GUEGNON)

4 semaines de grève

Depuis quatre semaines les ouvrières des bas DIM à Gueugnon (Saône-et-Loire), sont en grève pour leurs revendications : 5 % d'augmentation du salaire mensuel ; garantie d'une diminution des cadences ; une prime de vacances de 500 F pour toutes et indemnisation des jours de grève.

Au 5 juin la direction se refuse toujours à négocier sous prétexte que le patron ne négocie que si le travail reprend. Toujours le même chantage — travailler d'abord on verra ensuite — mais les ouvrières de DIM ne se laisse pas mener par le bout du nez pas le patron réactionnaire DIM. Elles restent toutes solidaires les unes des autres, sachant que seule l'unité peut faire aboutir la lutte — elles sont également soutenues par les autres ateliers des usines DIM du département qui débrayent chaque jour une heure à l'usine d'Autun, Bourbon-Lancy et Louhans ; une demi-heure au Creusot.

A l'usine de Montceau-les-Mines, les cadences ont été réduites de moitié par les ouvrières pour soutenir la lutte des ouvrières de Gueugnon qui est également la lutte de toutes les ouvrières de l'exploita-

tion DIM (Le baron Bich des pointes Bic, un pòvre en sorte.)

Un comité de grève fait appel à la population par voie de tracts et de presse.

Toutes les ouvrières et ouvriers des Usines DIM du département sont décidés à une grève générale illimitée si une réponse favorable à leurs revendications ne leur est pas donnée avant le 10 juin.

Bien que toutes les revendications avancées par les représentants ouvriers de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ne sont pas toutes justes, notamment quant à l'augmentation hiérarchisée de 5 % des salaires, revendication dont les ouvrières sont conscientes, mais dont les directions syndicales ne veulent pas entendre parler, car entrant dans leurs lignes syndicales pour s'attacher les cadres.

Le patron de Dim payera !

Correspondant H.R.

Nous venons d'apprendre que les ouvrières de DIM ont repris le travail en obtenant une partie de leurs revendications.

Entreprise de nettoyage Duchesne (Paris)

Nous sommes en grève depuis le 14 juin, nous demandons :

- 1) un certificat de présence correspondant à la date réelle d'embauche ;
- 2) que toutes les heures de travail effectuées soient payées ;
- 3) que les tickets de transport soient payés ;
- 4) la réintégration des ouvriers licenciés ;
- 5) Pas de licenciement sans motif valable et sans en avoir discuté avec les ouvriers ;
- 6) 1/4 d'heure avant l'arrêt du travail pour pouvoir nettoyer les outils ;
- 7) que les heures de route soient payées (au départ de la boutique jusqu'au chantier) ;
- 8) Un nombre d'heures minimum par jour et non inférieur à 8 heures ;
- 9) Des précisions sur la Sécurité sociale (est-on vraiment inscrits) ;
- 10) que les jours de fête soient payés pour tout le monde, comme le 1^{er} mai, l'Ascension, la Pentecôte...

Aujourd'hui vendredi 15 juin, nous sommes revenus au bureau du patron,

14, rue Neuve-des-Boulets, avec des gens du quartier pour nous soutenir.

Le patron a refusé de discuter avec nous.

Il a retéléphoné à la police qui est venue avec trois cars.

Le patron disait qu'il fermerait sa boutique, mais nous avons continué la grève en occupant cette fois le bureau pour obtenir la satisfaction totale. Nous avons été obligés de négocier en présence de nombreux flics, de commissaires et de l'avocat du patron.

Nous avons obtenu une promesse d'embauche écrite pour avoir demain matin des certificats de présence correspondant à la date réelle de l'embauche.

On n'a pas vraiment résisté quand la police nous a dit de sortir. On a décidé de continuer la grève et demain, de revenir pour prendre le certificat de présence et pour obtenir la satisfaction des autres revendications.

Puisque c'est une petite boîte, nous ne sommes pas nombreux, mais nous sommes unis.

Les ouvriers de Duchesne

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

Entreprise de salaisons de Cuiseaux (Saône-et-Loire)

Les ouvrières débrayent depuis le 28 mai pour leurs revendications. Lundi 4 juin, les ouvrières forment un piquet de grève et ce même lundi, le P.D.G., au volant de sa voiture, fonce sur le piquet de grève. Les grévistes s'esquivent, les chaises sont écrasées, deux ouvrières sont légèrement blessées.

Lepage à Fiers

Samedi 9 juin, une manifestation de soutien de plus de 200 personnes a lieu dans les murs de la ville pour soutenir les grévistes de chez Lepage en grève depuis six semaines.

Un soutien financier a été organisé lors de cette manifestation.

Usine S.I.M.A.

Les 650 travailleurs employés à la Société Industrielle métallurgique de l'Artois ont été informés le 4 juin de leur licenciement. Depuis le 30 mai, date à laquelle la société a déposé le bilan, les travailleurs occupent l'usine.

Usine Sonormel à Caen

Vendredi 8 juin, jour de paie, un bruit court dans l'usine : « il n'y a pas de fric pour la paie ». Les 700 ouvriers et

ouvrières arrêtent le travail et tout le monde descend à la préfecture pour exiger le paiement de leur salaire. Le soir, le patron arrive avec 15 millions de francs anciens au lieu des 53 nécessaires. La lutte continue.

Forclum à Laval

Grève avec occupation depuis le 12 juin, les ouvriers estiment les propositions patronales insuffisantes.

Usine Lockheed de Beauvais

Depuis le 24 mai, les 2000 ouvriers débrayent pour une augmentation mensuelle de 100 francs pour tous. Le 30 mai, les ouvriers manifestent dans l'usine.

Les négociations traînent. Le 6 juin, 300 ouvriers envahissent les salles de compresseurs et bloquent le fonctionnement de l'usine. La direction décide de lockouter les travailleurs. Les ouvriers se mettent en grève totale avec occupation. Pendant le week-end de la Pentecôte, les grévistes continuent l'occupation. Des automobilistes donnent de l'argent aux grévistes pour les soutenir dans leur action.

En plus de leurs revendications, les grévistes exigent maintenant la réintégration de deux de leurs camarades délégués licenciés arbitrairement.

C.G.C.T. (RENNES)

La grève des magasiniers

Ils sont une trentaine à travailler comme OS1 ou OS2. Ils rentrent comme manœuvres sans qualification et sont ensuite formés « sur le tas ». L'origine de la grève vient des augmentations sélectives : avec ce genre de formation « sur le tas », la logique voudrait que ce soient les plus anciens qui aient la classification la plus élevée car ayant le plus d'expérience. Mais la logique des patrons est la classification « à la gueule du client ». Ainsi c'est un abus un peu trop flagrant de classification sélective qui a déclenché la grève.

Le jeudi 17 mai, l'ensemble des magasiniers prend la décision de faire

soutenir au piquet de grève la nuit.

Mais pendant ce temps-là le permanent syndical CGT mène... les négociations ! Et, effrayé par la menace de la direction de porter l'affaire devant le tribunal, le permanent incite les grévistes à céder : ceux-ci débloquent les camions. Ayant perdu un moyen de pression énorme, la grève devient moins puissante. Cependant dans l'usine la solidarité s'organise, notamment par des débrayages du personnel féminin.

Face à l'unité ouvrière qui se renforce, la direction contre-attaque aussitôt pour isoler les magasiniers :



une grève illimitée après un vote à bulletin secret pour les revendications suivantes :

- suppression de l'échelon manœuvre,
- passage de tous les OS1 à OS2,
- passage de tous les OS2 à P1,
- augmentation de 30 centimes.

Ils décident de bloquer l'entrée et la sortie du magasin avec leurs voitures : aucun camion ne sera chargé ou déchargé en matériel tant que la direction restera sur ses positions. Le piquet de grève s'organise également pour la nuit. Vers 22 h le chef du personnel se pointe suivi d'un camion pour tenter de pénétrer dans l'usine. Devant la fermeté des grévistes, il y renonce. Le lendemain, le personnel est impressionné par la détermination et l'esprit d'initiative des magasiniers. Des ouvrières se proposent pour les

Côté carotte, elle promet au personnel féminin :

- le passage des manœuvres à OS1,
- l'amélioration de la grille des salaires,
- l'essai de suppression des rendements pendant 3 mois.

Côté baton, elle menace ouvertement de chômage technique les filles des lignes. Mais ça ne prend pas ! Et cela malgré l'affolement du permanent syndical qui incite les magasiniers à rentrer et rechercher de nouvelles propositions.

Les magasiniers, eux, n'obtiennent que des miettes. Face à cela, leur détermination ne fait que grandir. Lundi 28, ils décident la continuation de leur grève illimitée. Le mardi 29, ils défilent dans l'usine. La majorité des ouvrières les soutiennent et participent au défilé.

Correspondant H.R.

Caisse d'allocations familiales (Paris 15^e)

QUELQUES LEÇONS D'UNE GRÈVE

De plus en plus, les employés prennent une part active dans la lutte des classes en France; la récente grève de la Sécurité sociale est venue le confirmer.

Ces couches, qui sont parmi les plus proches alliés de la classe ouvrière, voient leur exploitation s'aggraver. Elles y répondent par la lutte, au cours de laquelle elles font des expériences décisives pour l'avenir. L'important est qu'à travers les succès comme les échecs, elles préparent les combats à venir. Nous allons essayer ici de tirer quelques leçons de la grève qui a eu lieu à la Caisse centrale d'Allocations familiales de la rue Viala (4 000 employés).

Les faits

Le 23 mai, l'ensemble du personnel de la Caisse d'Allocations familiales assiste à une assemblée générale organisée à l'appel des quatre syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C.), sur la base des revendications suivantes :

- Regroupement et revalorisation des coefficients ;
- Amélioration des conditions de travail ;
- Droit syndical et heure d'information mensuelle.

Auparavant, des délégués C.F.D.T. de la Sécurité sociale étaient venus informer le personnel sur la grève des centres. Ils avaient invité les employés de la rue Viala à se joindre au mouvement. Déjà, la C.G.T. essayait de limiter le mouvement à 24 heures de débrayage. Après l'A.G., les gens ont discuté dans les services. Une minorité seulement était vraiment hostile à la grève illimitée. La majorité était pour, mais à condition que les portes soient fermées et l'unité syndicale réalisée.

Le 24 mai, une manifestation de 15 000 personnes a lieu pour faire pression sur le Conseil d'administration des caisses. De nombreux employés de la C.A.F. y participent. Le patronat déclare qu'il refuse de négocier « sous la pression des masses ». Au retour de la manifestation, une assemblée générale a lieu. La grève illimitée y est reconduite. La C.G.T. (majoritaire) refuse de se joindre au mouvement.

Le lendemain, les grévistes appellent à une assemblée générale de l'ensemble du personnel. Environ 1 000 employés sont présents. La grève illimitée est votée par une grande majorité à main levée. La C.G.T. ne participe pas à l'A.G. et critique le vote à main levée en disant que ce n'est pas « démocratique ». La C.G.T. et la C.F.T.C. passent dans les services pour faire voter les gens à bulletin secret, alors que les grévistes, absents, ne peuvent voter.

300 grévistes, organisés en équipes, font le tour des bureaux pour discuter avec leurs collègues. De nombreuses personnes refusaient de faire grève à cause de la division des syndicats. Les grévistes leur expliquaient que s'ils se mettaient en grève, la C.G.T. serait bien obligée de suivre, que c'est l'unité des employés qui est déterminante.

La C.G.T. attaquait toujours la grève, en particulier le mot d'ordre des « trente points d'augmentation pour tous » en le qualifiant de déformation gauchiste de la plateforme des syndicats.

Malgré cela, des délégués C.G.T. se sont joints à la grève. Ils sont allés en délégation demander des explications à leur direction : ils ont été accusés d'être des « irresponsables » et des « manipulés » !

Le lundi 28, F.O. (impulsée par les trotskystes de l'A.J.S.) propose la constitution d'un comité de grève. Mais quel comité de grève ! Dans chaque service, les délégués syndicaux y participent d'office, alors qu'un seul délégué par service est élu par les grévistes.

En définitive, ce comité n'a fonctionné que trois jours, sans avoir jamais pris ses responsabilités.

En outre, dans les assemblées générales, les trotskystes de F.O. (nombreux au comité de grève) faisaient toujours repousser les décisions et pratiquaient la politique paralysante du « on verra à la prochaine A.G. ».

Le 30, une nouvelle manifestation

les employés ne pouvaient élire qu'un seul représentant par service.

Pour que le comité de grève représente vraiment les employés et puisse jouer un rôle de direction dans la lutte, il fallait que TOUS ses membres soient élus par les grévistes et responsables devant eux : Rien d'étonnant à ce qu'au bout de trois jours il se soit évanoui. Le comité de grève doit être la direction que les travailleurs se donnent dans la lutte et non pas un organe parachuté. C'est à cette condition qu'il peut avoir un rôle dirigeant. Les membres du comité de grève sont les représentants des grévistes et n'ont de compte à rendre que devant eux seuls.

Tel que les trotskystes de F.O. l'ont



Vote de la grève au centre de la rue Viala.

a lieu. La C.G.T. appelle à 24 heures de grève pour ce jour-là... Et à la manifestation, elle manœuvre pour conduire le cortège de la C.A.F. Mais un certain nombre de grévistes n'a pas compris comment la C.G.T. pouvait prétendre mener le défilé quand, le matin même, elle avait ouvert de l'intérieur une porte au nom de la « liberté du travail », en désorganisant les piquets des grévistes, tandis que ceux-ci étaient provoqués par la direction. La voiture de la sonde de la C.G.T. est même allée jusqu'à foncer sur les manifestants du comité de grève pour les empêcher de se mettre en tête. Par la suite, alors que les grévistes voulaient que la C.G.T. soit isolée, les trotskystes de F.O., au nom de « l'unité syndicale », l'ont rejointe.

Malgré une forte mobilisation, le refus persistant de la C.G.T. de rallier le mouvement, ses agissements du matin même ainsi que la politique en réalité attentiste et démobilisatrice de F.O. devaient décourager bon nombre de grévistes, qui reprirent le travail graduellement. Et le jeudi, la fin de la grève était votée dans la confusion.

Les employés du centre n'ont pas obtenu satisfaction. Mais cette grève aura permis de faire une expérience dont il faut tirer les leçons. D'autre part, il faut signaler que pendant la grève des collectes et de nombreuses discussions ont eu lieu dans le 15^e, démontrant le soutien de la population aux grévistes.

Quelques enseignements

Le principal concerne le comité de grève. Les trotskystes de F.O., afin de le contrôler, ont voulu en faire un organe bureaucratique. Il n'était pas la direction choisie par les travailleurs eux-mêmes dans la lutte. Ils ont imposé que les délégués syndicaux en soient membres d'office, alors que

imposé, il n'était qu'une façade de démocratie. Le comité de grève est un instrument décisif dans les luttes. C'est par lui que se réalise l'unité dans la lutte. Ce n'est que s'il est représentatif qu'il peut organiser, diriger la lutte.

Les assemblées générales

Ce sont aux travailleurs en lutte réunis en assemblée générale qu'il revient de prendre les décisions et non pas à tel ou tel individu comme cela s'est produit durant la grève. Chacun doit pouvoir s'y exprimer, les points de vue s'y confronter. Le comité de grève a pour rôle de faire des propositions d'action et d'appliquer les décisions prises par l'A.G., puis de lui en rendre compte. Ces assemblées générales doivent être le lieu où se renforce l'unité des travailleurs. Unir les travailleurs en lutte, cela doit être un souci essentiel du comité de grève.

C'est là le meilleur moyen pour faire échouer les manœuvres, les tentatives de division.

Les piquets de grève

Il est sans doute important de signaler aussi chez des employés de bureau, et en très grande majorité des femmes, le vote en A.G. et la formation de piquets de grève, qui se sont effectivement battus contre une provocation d'un directeur et de quelques jaunes (pavé dans une vitre, coups de parapluie, et cinq ou six huissiers essayant d'ouvrir la grille). Même si ces piquets de grève n'ont duré que quelques heures, ces faits prouvent la détermination des employés à lutter classe contre classe contre l'exploitation capitaliste et la répression.

Correspondant H.R.,

d'après des employés de la C.A.F.

Entreprise Murairé à Aubagne UN EXEMPLE HONTEUX DE COLLABORATION DE CLASSES

L'Entreprise Murairé (Construction d'appareils de levage) emploie environ 45 ouvriers. Tous les travailleurs ne sont pas syndiqués et beaucoup jugent très sévèrement le comportement honteux des délégués C.G.T. Pour nous, ouvriers, ces « syndicalistes » sont plus préoccupés de leur situation personnelle et des profits des patrons que des intérêts de ceux qui triment.

Comme dans beaucoup d'autres usines, nous, les ouvriers de Murairé, ne sommes évidemment pas tenus au courant des grandes combines financières, administratives et autres. Mais nous avons appris, il y a quelques mois, que l'entreprise avait un nouveau patron. Ce grand et mystérieux personnage a fait dernièrement une visite à « son » usine; pour fêter cet heureux événement, il a invité à déjeuner les deux délégués C.G.T., Cagnac et Delbove, qui ont bien sûr accepté cette aubaine!... Une fois les estomacs bien remplis, « entre la poire et le fromage » comme on dit, le grand patron a fait ses confidences à ses nouveaux amis : « Il y a des choses qui ne vont pas très bien à l'usine... il y a des trous à combler!... »

En clair, cela veut dire... que les ouvriers de Murairé devront faire des efforts pour améliorer la situation de l'entreprise!...

Cagnac et Delbove nous ont transmis le message... C'était la moindre des choses!

Quand on sait que l'entreprise Murairé, petite entreprise marseillaise familiale n'a cessé de grandir depuis plusieurs années pour devenir une importante firme de la zone industrielle d'Aubagne, on ne peut s'empêcher de penser que le mystérieux patron ne manque pas de culot, et que les délégués du syndicat offrent le triste spectacle de la dégénérescence révisionniste.

Nous, ouvriers, nous pensons que s'il y a des « trous à combler » ils se situent plutôt au niveau de nos salaires! et que les délégués bidon doivent être remis à leur place : dans la salle à manger du patron!

Ouvriers de Murairé, prenons en main notre organisation syndicale pour mener la lutte classe contre classe!

Un ouvrier M.L.

Sev - Marchal à Issy-les-Moulineaux LUTTE POUR LE 13^e MOIS

L'année dernière la direction avait promis le 13^e mois pour fin 1973 et aujourd'hui prétextant qu'elle n'a pas fait de bénéfice (!!!) elle refuse net.

Les travailleurs de la Sev à Blois (1 300) ainsi que les travailleurs d'une filiale (400) se sont aussitôt mis en grève. La semaine dernière l'usine de Blois était occupée par les ouvriers.

Informés de la lutte de Blois les travailleurs de Sev Issy-les-Moulineaux revendiquent également le 13^e mois. Une pétition a aussitôt recueilli 1 200 signatures.

La direction propose pour briser le mouvement une augmentation de la prime de vacances et 3,5% pour les O.S. et les manœuvres. L'assemblée des travailleurs réunie par les syndicats à Issy vendredi, a jugé ces propositions insuffisantes.

Lundi est prévue une nouvelle réunion pour discuter des nouvelles propositions de la direction.

La lutte continue pour le 13^e mois.

GAILLARD et MIGNOT (Fougères)

Depuis le 14 mai, les 95 ouvriers des Etablissements Gaillard et Mignot (usine du groupe Bricard) sont en grève et occupent l'usine.

Voici leurs justes revendications :

- à travail égal, salaire égal (pour les hommes et pour les femmes),
- 50 centimes de l'heure d'augmentation pour tout le monde,
- salaire minimum à 1 100 F par mois (au lieu de 850 F ou 800 F),
- une prime de vacances de 200 F,
- une prime de fin d'année de 200 F.



Solidarité des paysans.

— une indemnité de transport de 12 F,

— deux pauses de dix minutes par jour pour la chaîne de peinture,

— un vêtement de travail par an,

— une heure payée par mois pour les informations syndicales,

— pas de licenciements sans négociations préalables,

— paiement des jours de grève.

Bien entendu, Bricard trouve ça exorbitant. Il veut avoir ses ouvriers à l'usure, et laisser pourrir leur grève. Ce qui a fait dire à Cointat, maire U.D.R. de Fougères : « Je ne peux accepter qu'un P.D.G. n'ait pas mis les pieds dans son usine pendant un mois pour discuter avec les grévistes. »

Le 12 juin, Bricard a fini par leur envoyer un de ses neveux, Berly, avec Lamy, directeur à Fougères. Ils ont été retenus dans l'usine par les grévistes et n'en sont sortis que vers minuit grâce à l'intervention brutale de la police.

Dans cette grève exemplaire, les ouvriers sont soutenus par les syndicats, surtout la C.F.D.T. Au début, 10 % étaient syndiqués, maintenant 60 % le sont.

La population a organisé un soutien actif aux grévistes :

- collectes,
- distribution gratuite de légumes, volailles par les paysans de la région,
- meetings et galas de solidarité dans les salles communales mises à leur disposition. Correspondant H. R.

Encore une injustice aux Hauts-Fourneaux de la Chiers

Nous sommes au mois d'avril. Les syndicats C.F.D.T.-C.G.T. informent les ouvriers de la Chiers qu'une nouvelle injustice est commise.

Par un accord signé entre la C.G.C. et la direction la prime indemnité logement qui était de 130 F pour les mensuels est supprimée mais remplacée par une base de 33 points. De ce fait cette indemnité se trouve augmentée de 84 F.

D'un autre côté, l'ouvrier horaire touchant 3,50 F de prime indemnité logement et 1,50 F par enfant ne constate aucune augmentation.

Les 3-4-5 mai, débrayage des non-mensuels (95 %).

Le conflit était engagé.

Dans l'attente de négociations les ouvriers reprenaient le travail jusqu'au 9 mai. La direction n'ayant engagé aucune discussion avec les syndicats le 9 au soir la grève illimitée était votée. Le 10 mai à 2 h 30 les délégués syndicaux se réunissaient et décidaient l'occupation totale des locaux.

A 5 h 30 l'usine était totalement occupée par les grévistes.

De mémoire d'ouvriers jamais les chefs de service n'étaient arrivés aussi vite sur les lieux de travail. Même ce cher directeur, en l'occurrence M. Allard était de la partie. Un détail fort pittoresque et pour comble, attirera l'attention de quelques ouvriers. En effet dans sa précipitation, ce cher directeur, avait enfilé une chaussette rouge d'un côté et une noire de l'autre. Voulaient-ils de ce fait montrer qu'il sympathisait avec les révolutionnaires ou bien appartenait-il au gang des chaussettes noires ?

Toujours est-il qu'un ouvrier le lui fit remarquer et c'est avec une honte extrême qu'il regagna son habitation (château).

Le 11 mai l'usine était toujours aux mains des ouvriers. Le 12, l'U.D. C.G.T.-C.F.D.T. organisait un meeting devant les bureaux, et parlait de l'assignation de 8 délégués devant les tribunaux. Le moral était au beau fixe et c'est alors que les syndicats mirent l'accent sur le

principe sacro-saint de la liberté du travail.

Après s'être concerté avec les délégations locales C.G.T.-C.F.D.T., l'U.D. conseillait de laisser la liberté du travail ne voulant pas payer les frais de justice occasionnés par les 8 délégués assignés.

Les portes étaient réouvertes.

Conscients de la gravité du problème les ouvriers forcèrent les syndicats à organiser un meeting le lundi 14 mai. C'est là que la réoccupation des locaux fut votée à l'unanimité. Une manifestation était organisée sur l'heure et c'est plus de 1 000 personnes, qui défilèrent dans les rues.

Notons que cette manifestation se déroula dans le calme non pas sans chaleureux sifflements notamment devant la mairie de Vireux-Wallerand dont le maire, M. Ebling (fils d'un ex-patron de brasserie) s'obstinait à refuser son soutien aux grévistes vu l'illégalité de leur position face à la direction.

Quelques jours plus tard la direction suite à un chantage énorme obligeait les ouvriers à laisser passer les mensuels prétextant que les bulletins de paie ne pouvaient se faire sans la maîtrise. Les locaux étaient de nouveau évacués dans les vingt-quatre heures qui suivaient. Pendant ce temps la direction se rendait dans les petites entreprises de Vireux, et faisant pression sur elles, elle empêcha les ouvriers qui avaient double-emploi de pouvoir travailler.

Le 22 mai les ouvriers de Tréfi-métaux et Visco débrayaient deux heures en fin de poste en solidarité avec les camarades de la Chiers toujours en conflit.

Actuellement rien n'est accordé et la Chiers refuse toujours de négocier.

Une épreuve de force est engagée.

La Chiers peut et doit payer. Tous unis dans la lutte.

C'est avec cet état d'esprit que nous continuons le COMBAT.

Correspondant Vireux.



Manifestation des travailleurs de Gaillard et Mignot devant la préfecture.

MAMMOUTH (Clermont-Ferrand)

Depuis 3 semaines les travailleurs du « Mammouth » poursuivent la lutte pour obtenir la satisfaction de leurs revendications.

— 200 F pour tous (déjà accordé à une partie du personnel) ;

— 40 h par semaine immédiate-ment ;

— l'annulation de la lettre de blâme arbitrairement envoyée à une caissière déléguée CFDT ;

— la suppression des contrats à durée déterminée ;

— l'embauche immédiate de personnel en nombre suffisant.

Face aux débrayages surprises des travailleurs du « Mammouth », le patron a cherché à diviser en accordant 200 F d'augmentation à une partie du personnel. Il a rameuté les cadres des économats du centre et des autres « Mammouth » de la région pour tenir les caisses des grévistes. Mais comme il ne parvenait pas à briser la grève, il a eu recours à l'agression fasciste :

— le 26 mai, un cadre fasciste fonça avec sa voiture sur un piquet de grève et tenta de renverser un gréviste ;

— samedi 9 juin, Isambare, patron des économats, aligne sa milice patronale pour enfoncer le piquet de grève, les cadres n'hésitant pas à lancer des caddys sur les grévistes et les nombreux clients qui manifestaient leur soutien aux travailleurs du « Mammouth ». Notons qu'à cette occasion, Isambare avait fait distribuer des manches de pioches à ses hommes de main ! Hommes de main qu'il entretient d'ailleurs à grands frais : jugez-en : cognac, whisky, vodka, champagne... rien n'est trop bon pour s'assurer la fidélité des flics-maison ! Isambare est même allé jusqu'à leur payer leur bringues dans les boîtes de nuit !

Ainsi donc la direction des économats du centre ne recule devant aucun moyen pour surexploiter ses employés et réaliser des bénéfices fabuleux sur leur dos.

« Mammouth » « écrase les prix » prétend la publicité. En réalité il veut écraser les petits commerçants, et lorsqu'il leur aura fait fermer boutique, et que les travailleurs de Clermont n'auront plus guère que « Mammouth » pour se ravitailler, lorsque les économats auront éliminé leurs concurrents, alors « Mammouth » écrasera les clients : étant seul sur le marché, il pourra imposer les prix qu'il veut. Voilà la logique monopoliste des économats du centre.

Mais pour le moment, la concurrence n'est pas encore aiguë à Cler-

mont, ce qui permet à Isambare, P.D.G. des économats, de crier cyniquement à qui veut l'entendre, comme par exemple samedi 9 juin au matin : « les clients, je m'en fous ».

Pour le moment « Mammouth » écrase ses employés. Les effectifs sont comprimés, et les cadences accélérées au maximum, sous prétexte de rentabiliser, si bien qu'un employé fait actuellement le travail qui était fait autrefois par 2 ou même 3. C'est ainsi que les caissières restent 20 h à leur caisse rien que pendant les 2 derniers jours de la semaine, cependant que les clients sont condamnés à faire des queues interminables aux caisses. En demandant l'embauche immédiate de personnel, les caissières ne luttent donc pas seulement contre les cadences infernales, mais aussi dans l'intérêt des clients.

Mais les coups ne font que renforcer la détermination des travailleurs, et la direction a été contrainte de lâcher un peu de lest :

— des caissières seront embauchées à chaque départ définitif de l'une d'entr'elles ; leur effectif est augmenté de 7 unités ; les caissières en congé seront remplacées ;

— la lettre de blâme est annulée ;

— les 40 heures seront obtenues d'ici le 1^{er} septembre 74 ;

— les contrats à durée déterminée ne seront plus renouvelés, et au bout de 2 mois le salarié saura s'il conserve définitivement son emploi ;

— le lundi de Pentecôte sera payé ;

— il n'y aura pas de sanction pour fait de grève.

Cet accord représente déjà une victoire ; le patron a reculé. Cependant, il a toujours refusé l'augmentation de 200 F pour tous.

Or, ces 200 F, la direction peut les payer : il n'y a qu'à voir les sommes qu'ils engloutissent en publicité, et les nouveaux « Mammouth » qui poussent partout comme des champignons.

C'est donc pourquoi les travailleurs ont repris la lutte pour faire céder le patron.

Travailleurs de Clermont et des environs !

Les travailleurs du « Mammouth » luttent pour vous ! Soutenez leur lutte !

Derrière le patron du « Mammouth » il y a la même chose que derrière le vôtre : la grande finance, les monopoles !

Renforcez votre soutien aux grévistes du « Mammouth » !

A bas les milices patronales !

Unité populaire contre les monopoles !

Correspondant H. R.

A PARIS AU PETIT-PALAIS :

EXPOSITION
DES TRESORS D'ART CHINOIS
ET
DECOUVERTES ARCHEOLOGIQUES

CONTRE LA FASCISATION UNION ET ACTION

En ce mois de juin, de plus en plus nombreux sont ceux qui prennent conscience de la menace que la réaction fait peser sur les libertés démocratiques. Déclarations et actes fascistes se succèdent depuis plusieurs mois à une vitesse accélérée. Ces derniers temps, chaque jour a amené son lot de discours fascistes, d'agressions, de provocations. Aux luttes, le pouvoir répond par la force. « Ne rien céder ! » c'est le mot d'ordre. Et pour cela, tous les moyens sont bons : campagnes d'intoxication, violences fascistes. Une à une les libertés sont mises en cause, systématiquement. La fascisation du régime apparaît de plus en plus clairement.

Répetons-le encore une fois, ces menaces fascistes sont dictées par la peur, par la faiblesse de la réaction. Devant le développement des luttes ouvrières et populaires, la remise en cause de son pouvoir sous toutes ses formes, la bourgeoisie peut de moins en moins recourir à la démagogie sociale, aux vieux mensonges de la démocratie bourgeoise. Le pouvoir vit dans la hantise du mouvement révolutionnaire des masses.

Mais attention ! A cette faiblesse de la bourgeoisie correspond aussi la faiblesse de la classe ouvrière due à sa division. Les dirigeants révisionnistes en portent principalement la lourde responsabilité.

La faiblesse de la classe ouvrière est dans sa division, sa force sera dans son unité ! Voilà qui fixe la tâche présente, essentielle des anti-fascistes. Tout pas en avant vers l'unité de la classe ouvrière est un coup porté à l'ennemi. UNIR les travailleurs, tous les travailleurs, tel doit être le souci numéro un.

La Constitution de la 5ème République

Après avoir proclamé leur république, les colonels grecs ont mis au point une constitution. Pour se donner des idées, ils ont copié la Constitution de la V^e République. Voilà qui montre le caractère de cette constitution.

Les écoutes téléphoniques

Espionnage à grande échelle

Voilà déjà bien longtemps que l'on savait que le gouvernement faisait procéder à des écoutes téléphoniques en violation de la légalité bourgeoise elle-même.

Le gouvernement fait ainsi espionner tous ceux qui à un titre ou un autre ne sont pas d'accord avec lui.

Le 25 avril, en présence de Messmer, Galley et Debré, un nouveau centre d'écoutes téléphoniques a été ouvert avenue de Tourville à Paris, sous le contrôle de l'armée. En province, de tels centres existent également.

ATTEINTES AU DROIT DE GRÈVE

Dans la nuit du 12 au 13 juin, la police a chargé les ouvriers en grève chez Lip à Besançon et Gaillard et Mignot à Fougères.

Chez Lip, les ouvriers luttent depuis deux mois contre les licenciements. Le 12, ils bloquent la direction dans ses bureaux après qu'elle a annoncé qu'ils ne seraient plus payés à partir du 10 juin.

A minuit, 200 C.R.S. escaladent les murs. Les ouvriers leur crachent dessus. Jeunes et vieux leur lancent des pierres. Les directeurs sortent de l'usine sous la protection des C.R.S.

A Fougères, les ouvriers séquestrent le neveu du patron. A 2 h, les

C.R.S. chargeaient et faisaient sortir le neveu du patron après un affrontement avec les ouvriers.

Caterpillar à Grenoble : Après avoir organisé des agressions contre les piquets de grève à plusieurs reprises, la direction vient de licencier neuf grévistes dont un délégué C.F.D.T.

Peugeot à Saint-Etienne : La direction fait citer sept ouvriers devant le conseil des prud'hommes.

Guerre au racisme

Le 11 juin, plusieurs centaines de travailleurs immigrés tiennent un meeting à Grasse et décident de se mettre en grève illimitée pour obtenir la carte de travail, des augmentations de salaires, un logement décent.

Le 12, 300 d'entre eux se rendent à la mairie. A 16 heures, le maire accompagné de la police veut les faire disperser alors qu'ils sont ras-

semblés pacifiquement dans leur quartier habituel. Les gardes-mobiles se livrent à des « ratonnades », dans les rues, les appartements.

Des commerçants fascistes y ont participé. Trois travailleurs immigrés sont gravement blessés. Les racistes et fascistes se livrent à une véritable hystérie. L'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord incite au



racisme, un comité fasciste regroupant des commerçants « ... s'indigne des manifestations nord-africaines qui, non seulement troublent l'ordre public, mais portent atteinte au bon renom de la cité. »

Le maire fasciste déclare :

« Je suis décidé, avec l'aide de la population, à faire respecter la liberté et l'ordre public. Ces manifestations sont absolument scandaleuses et nuisent au bien-être de tous. Il est non moins scandaleux qu'elles ne soient pas plus sévèrement réprimées. »

Pendant ce temps, les nazis d'« Ordre Nouveau » prétendent tenir un meeting raciste à la Mutualité à Paris et déclarent :

« Cette immigration, sauvage, incontrôlée, menace notre substrat culturel et notre civilisation, et transforme lentement et irréversiblement notre fonds national. »

Plus que jamais, travailleurs français et immigrés doivent s'unir. Quand nos frères immigrés sont frappés, c'est toute la classe ouvrière qui l'est. C'est ensemble qu'il faut combattre les racistes.

Les appels à l'ordre moral

Les 26 et 27 mai derniers s'est tenue le Congrès de l'Union nationale des combattants. Le recteur Capelle, ancien député U.D.R., y a donné le ton et repris l'appel à l'« ordre moral » en présence du ministre des Anciens combattants André Bord.

« Des milliers d'anciens combattants, réaffirment leur attachement aux valeurs et aux principes sur lesquels est fondée la civilisation de l'Occident. Ces anciens combattants constatent que ces valeurs sont trop souvent bafouées et trahies. Le mépris de l'effort et le refus de la discipline, la fuite devant les responsabilités sont encouragés, voire organisés par une minorité agissante dont l'objectif souvent avoué est la destruction de notre société et de notre civilisation. » Nous devons maintenant prêcher d'exemple dans le combat contre la pollution des esprits. »

Voilà des propos qui furent déjà entendus à une autre époque :

● Jacques Marette, député U.D.R., dénonce dans « Paris 15 » :

« L'entreprise de perversion de l'esprit public menée depuis des années dans notre pays avec l'appui d'une large fraction de la presse parce qu'il faut bien appeler : une coterie d'intellectuels de gauche pratiquant le terrorisme intellectuel et monopolisant au profit de leurs fantasmes masochistes tous les moyens

modernes d'information... et conclut : « L'armée est excédée : elle a raison. »

« Pollution morale », « perversion de l'esprit public », c'est ainsi qu'ils qualifient la remise en cause du capitalisme. « L'ordre moral » qu'ils veulent, c'est l'ordre de la morale bourgeoise, de l'égoïsme, du menson-

Armée de métier, armée de guerre civile

Les partisans de l'armée de métier sont passés à l'offensive.

Fouchet, ancien ministre de l'Intérieur n'y a pas été par quatre chemins :

Après avoir dit : « L'armée de la République n'a pas à perdre son temps à se demander si elle est aimée un peu, beaucoup, passionnément ou pas du tout. Il appartient à l'Etat, c'est-à-dire au gouvernement et au Parlement, de faire que la question ne se pose pas, que le

doute laisse place à la certitude et que l'armée soit à l'unisson de la nation. »

Ce qui en clair veut dire : « Marche et tais-toi ! » ; il s'affirme partisan de l'armée de métier.

Il a été épaulé par le général Stehlin qui devait déclarer que le rôle de l'armée est de lutter contre « le danger intérieur de subversion » et ajoute « Contre le danger intérieur, il faut étendre la notion de défense à toutes les activités de la communauté nationale ».

Une responsabilité des dirigeants du P. "C." F.

LA REMONTÉE DU PARTI SOCIALISTE

Alors qu'à la veille de son Congrès de Grenoble, le Parti Socialiste offre un visage rayonnant et baigne dans l'optimisme voire dans l'euphorie, l'« Union de la Gauche » et le P. « C. » F. lui-même connaissent quelques difficultés. Les « attaques » succèdent aux « calomnies », les « mises en demeure » aux « dénonciations ». Les dirigeants révisionnistes du P.C.F. s'étonnent (un peu tardivement !) que les socialistes s'allient aux centristes dans certaines municipalités, ils insistent lourdement sur le passé de collaboration de classes du P.S. et « découvrent » que Mitterrand veut faire de son parti le premier de France, prétention jugée antiunitaire et intolérable.

D'autant plus intolérable qu'elle est loin d'être irréaliste. Le Parti Socialiste, s'il est bien toujours le même parti bourgeois social-démocrate, préparé à gérer les affaires du capitalisme, comme nous l'avons maintes fois rappelé dans nos colonnes, ce Parti Socialiste connaît un essor vigoureux : c'est là un facteur politique nouveau et important dans notre pays.

Le Parti de Mitterrand compte maintenant plus de 100 000 adhérents et, lors des dernières élections, il a approché de 120 000 voix seulement le score du P.C.F., résultat sans commune mesure avec les 5 % de Defferre en 1969. De nouvelles sections s'implantent un peu partout, y compris parfois dans la classe ouvrière, même si elles recrutent principalement dans la petite et moyenne bourgeoisie.

De nombreux ex-adhérents du P.S.U. se retrouvent maintenant au P.S., et on parle même d'un ralliement du P.S.U. — un retour à la source en quelque sorte.

Le dernier Congrès de la C.F.D.T., par ailleurs, marque l'engagement plus ou moins clair de Maire et de certains autres dirigeants de cette centrale dans le sillage du Parti Socialiste ; la majorité des délégués à ce Congrès déclaraient avoir voté socialiste en mars dernier, et près de la moitié de ceux qui sont inscrits à un parti le sont au P.S. Ce renforcement de l'aile social-démocrate de l'« Union de la Gauche » n'ira sans doute pas sans créer des contradictions au sein de la C.F.D.T. En tous les cas, Maire s'est proposé comme leader de ce qu'il appelle lui-même « le courant autogestionnaire au sein de la gauche » (courant qui vient de recevoir un précieux renfort en la personne... de Maurice Faure !).

Enfin, les socialistes, renforçant leurs traditions de démagogie et de mystification, redécouvrent le « langage marxiste », n'hésitent pas à tenir des propos « anticapitalistes », tentent de prendre une part « active » à certaines luttes et s'emparent des idées à la mode sur l'autogestion et le « contrôle ouvrier » pour masquer leur programme capitaliste et leur pratique de collaboration de classe.

Tous ces faits, au demeurant fort prévisibles, ne cessent pas d'inquiéter

les dirigeants révisionnistes. Et pourtant, ce sont bien eux les principaux responsables du nouvel essor du parti social-démocrate !

Comme nous l'avons expliqué lors des élections, la condition principale qui a permis l'alliance contre-révolutionnaire P.C.F.-P.S., c'est la dégénérescence révisionniste du P.C.F., et non le prétendu abandon de la part du P.S. de sa politique de collaboration de classe, comme le soutiennent les dirigeants révisionnistes. En rejetant les principes révolutionnaires marxistes-léninistes, en prêchant la voie pacifique et parlementaire de passage au socialisme, en propageant le respect de la légalité bourgeoise, en subordonnant l'instauration du socialisme à la réalisation d'une prétendue « démocratie économique et politique » au contenu capitaliste, les dirigeants révisionnistes glissaient sur les positions traditionnelles de la social-démocratie et rendaient possible la collaboration active avec ce courant bourgeois. Il n'y a pas de différence de nature entre social-démocratie et révisionnisme moderne, et la tendance entre eux, c'est la collaboration et même la fusion.

Quand le P. « C. » F., qui était encore sur des positions révolutionnaires, traçait une ligne de démarcation avec la social-démocratie en la combattant vigoureusement, le courant social-démocrate représenté par la S.F.I.O. s'affaiblissait. Une fois cette lutte abandonnée et la ligne de démarcation effacée, la social-démocratie n'a cessé de se renforcer, depuis la percée de Mitterrand aux présidentielles de 1965 jusqu'à l'essor du P.S.

Bref, préparée et favorisée par la dégénérescence révisionniste du PCF, l'alliance P.C.F.-P.S. a redonné vie au vieux parti social-démocrate mal en point. Certes, il y a bien d'autres causes à la renaissance de ce parti et de ce courant, telles que le jeu propre de la bourgeoisie, le passage dans l'opposition d'importantes fractions de la petite bourgeoisie qui supportent mal le renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat... Mais la cause principale reste l'apparition du révisionnisme moderne : c'est lui qui propage dans les rangs de la classe ouvrière une idéologie de même essence que l'idéologie social-démocrate, c'est lui qui rejette vers le « courant autogestionnaire » de nombreux travailleurs dégoûtés par les pratiques révisionnistes et par la réalité du « socialisme » en U.R.S.S., etc.

Les dirigeants révisionnistes l'avaient d'ailleurs dit eux-mêmes très clairement : si le Parti socialiste s'allie avec nous, il se renforcera. Or aujourd'hui, Marchais et consorts s'en alarment ! Par deux fois en deux mois, le Comité central révisionniste s'est réuni pour discuter, entre autres, de cette question. Qu'est-ce qui préoccupe donc tant les dirigeants révisionnistes ?



Leur objectif, c'est de participer à un gouvernement d'Union de la Gauche, et d'y occuper « la place qu'il leur revient », c'est de gérer les affaires publiques en collaboration avec les sociaux-démocrates, sur la base du programme commun dont nous avons dénoncé ici le contenu capitaliste.

Mais si Mitterrand se passait d'eux ? s'il n'était pas « loyal » en dépit de la signature « historique » d'un contrat de gouvernement avec le P. « C. » F. ? La tension devient d'autant plus grande qu'on murmure, ici ou là, que les prochaines élections présidentielles pourraient être fort proches, en raison de l'état de santé de Pompidou. Mitterrand sera-t-il candidat unique de la gauche dès le premier tour, cherchera-t-il l'appui des « centristes » et autres « réformateurs » pour ne faire du P. « C. » F. et de ses électeurs qu'une force d'appoint lui permettant d'accéder à la présidence ? Voilà qui crée quelque inquiétude aux dirigeants révisionnistes et qui explique la polémique qu'ils mènent autour de deux points : d'abord ils exigent du P.S. qu'il récuse les alliances contractées dans certaines municipalités avec les centristes. Bien entendu, on imagine mal un Defferre se plier à une telle demande ! Ensuite, un petit changement de mot a jeté le trouble dans les rangs révisionnistes : les socialistes ont remplacé le terme « programme commun de gouvernement » par « programme de lutte ». A la veille, selon toute probabilité, d'élections présidentielles, ce n'est pas pour plaire aux dirigeants révisionnistes, qui se voient déjà écartés d'un futur gouvernement « de gauche ».

Toutefois, l'inquiétude des dirigeants révisionnistes a un autre motif, peut-être plus important, et qui tient à la situation créée au sein même de leur parti après l'échec électoral accompagné du renouveau socialiste. Nombre de militants du P.C.F. ont le sentiment d'avoir travaillé non à abattre le capitalisme et le gouvernement réactionnaire, mais à renflouer le vieux navire social-démocrate. Or ces militants ne semblent pas disposés à cueil-



lir les fruits amers de la collaboration avec Mitterrand. Ces travailleurs ont fait l'expérience négative de la voie électoraliste et de ses contraintes, telle l'alliance avec les socialistes et les radicaux. C'est pourquoi, plus que jamais, nous devons continuer à expliquer encore, l'impasse de cette voie.

Dans « France nouvelle » des 12-18 juin, Roland Leroy déclare : « Les progrès de l'unité ne peuvent être obtenus que par des reculs de l'idéologie social-démocrate. » Mais il faudra qu'il nous explique comment y parvenir sans faire reculer du même coup le parti social-démocrate, donc sans briser l'alliance qui est le fondement de la politique du P. « C. » F. En vérité, les nouveaux sociaux-démocrates, les Leroy, Marchais et Cie, ne peuvent « obtenir des reculs de l'idéologie social-démocrate » qu'ils contribuent eux-mêmes à colporter et à implanter dans la classe ouvrière !

Seuls les marxistes-léninistes peuvent conduire cette bataille, en portant les coups les plus durs contre les principaux responsables du renouveau social-démocrate, les dirigeants révisionnistes, en arrachant la classe ouvrière et les masses travailleuses à l'influence paralysante du révisionnisme moderne, qui reste l'obstacle principal empêchant des milliers et des millions de travailleurs de s'engager dans la lutte révolutionnaire directe contre le régime capitaliste.

Le C. I. L. A. vient d'éditer une nouvelle brochure

LA LUTTE ARMÉE AU BRÉSIL

Commandez-la au C.I.L.A.

17 rue du Sentier Paris-2^e

Prix : 3 F (+ 20 % pour frais d'envoi)

Abonnez-vous aux périodiques chinois

	L'exemplaire	Abonnement (1 an)	
Pékin-Information (hebdomadaire)	0,70 F	21	F
La Chine (mensuel)	1,70 F	17	F
La Chine en construction (mensuel) ..	1,40 F	14	F
Littérature chinoise (trimestriel)	1,70 F	6,80	F
Scientia Sinica (en langues étrangères, en particulier en anglais, trimestriel)	16 F	64	F

par l'intermédiaire de

E 100

B.P. 120
75962 Paris
Cedex 20

Contre la Circulaire Fontanet la lutte continue

Après un mois de délégations, de campagnes d'opinion, de meetings, de manifestations, les 56 grévistes de la faim de l'église de Mémilmontant ont obtenu de la direction départementale de main-d'œuvre la promesse écrite qu'ils auraient leur carte de travail. Ils ont alors mis fin à leur grève.

De plus, le ministère du Travail a promis pour tous les immigrés qu'une fiche de paie ou une immatriculation à la Sécurité sociale pourrait tenir lieu de contrat de travail, et que tout contrat de travail serait accepté par la Main-d'Œuvre. La lutte continue pour :

— l'abrogation de la circulaire Marcellin-Fontanet ;
— la carte de travail dès l'embauche ;
— la liberté d'expression et d'association pour les immigrés.

Aux 56 grévistes viennent maintenant se joindre des dizaines de travailleurs immigrés sans papiers.

Instruits par l'expérience de la lutte, et notamment par les tentatives de division du P.C.F. et de la Ligue communiste, les ouvriers avancés qui ont participé à la grève sont parvenus à ces justes conclusions :

● La circulaire Marcellin-Fontanet vise à diviser la classe ouvrière en France ; pour lutter contre elle, il faut donc développer les formes d'unité populaire mises en œuvre par le comité de soutien.



● Dans cette lutte, on ne peut organiser à part les immigrés, encore moins certaines catégories d'immigrés, car ce serait diviser encore la classe ouvrière. Français et immigrés remportent la victoire ensemble, et sous une direction vraiment prolétarienne et internationaliste.

● Au moment où les groupes fascistes font une campagne contre l'« immigration sauvage », cette lutte est une part importante du combat antifasciste.

COMMUNIQUÉ DE L'UNION

DES TRAVAILLEURS RÉUNIONNAIS EN FRANCE

Une vingtaine de travailleurs réunionnais ont été arrêtés, hier, à Lyon, au siège local du Bureau pour les Migrations concernant les départements d'Outre-Mer (BUMIDOM). Ils s'y étaient rendus avec d'autres camarades afin d'attirer l'attention sur le rôle joué par cet organisme public dans le véritable transfert de population que constitue la politique d'émigration sauvage de la jeunesse réunionnaise organisée par le pouvoir.

Sur 33 000 travailleurs réunionnais actuellement en France, plusieurs milliers sont au chômage.

La délégation qui s'était rendue au BUMIDOM réclame que les promesses, faites le 12 juin 1972 par M. Jean-Emile Vié, directeur de cet organisme — à la Préfecture de Lyon — de payer aux réunionnais, sur leur demande, le voyage retour soient tenues et appliquées à onze d'entre eux, dès à présent.

Le Bureau Central de l'UGTRF et sa Commission Exécutive exigent la libération immédiate de ces jeunes travailleurs dont plusieurs appartiennent à la section lyonnaise de l'organisation.

Ils leur apportent leur soutien le

plus total et demandent à tous les partis et organisations démocratiques français d'intervenir sans délai pour obtenir la libération immédiate de ces travailleurs et dénoncer le rôle d'instrument du pouvoir colonial impartit au BUMIDOM.

Paris le 14 juin 1973.

Le président,
Pour le Bureau :
Roland MALET.

Extraits de la conférence de presse de M. Vié, le 12 juin 1972, à la préfecture de Lyon :

«... Je viens de visiter des entreprises où nous avons placé des Réunionnais et nous leur avons demandé s'ils voulaient retourner dans leur pays d'origine, à nos frais. Bien qu'ils ne voient pas tout en rose, pas un seul n'en a exprimé seulement l'intention... »

(« Dernière heure Lyonnaise du 13-6-72 »)

«... J'ai rencontré beaucoup de migrants. Ils m'ont fait part de leurs problèmes, parfois de leurs déceptions et de leurs difficultés, mais aucun de ceux à qui j'ai proposé un billet gratuit pour retourner à la Réunion n'a accepté mon offre... »

(« Progrès de Lyon » du 13-6-72.)

Commandez notre brochure

LA FASCISATION EN FRANCE

(prix 2,50 F - ajoutez 20 % du prix de la commande
pour frais d'envoi)

Une surveillante qui réfléchit trop...

Chers camarades,

Suite au premier rapport fait par le principal du C.E.S. Lezay-Marnesia (Strasbourg) sur une surveillante d'externat qui avait refusé d'établir la liste des élèves grévistes, voici un deuxième rapport qu'il a fait à son sujet, tout en demandant sa mutation d'office l'année prochaine :

• Mme X... assume son service

ordinaire, vaille que vaille, plutôt mal que bien, mais quand on lui donne un ordre précis, qui lui semble sortir de l'ordinaire, elle réfléchit longuement pour savoir si cet ordre n'est pas contraire à son éthique, et ne l'exécute pas.

C'est ainsi qu'un chef d'établissement prétend limiter le droit de réflexion de son personnel !...
Correspondant H.R.

UN SYNDICAT FASCISANT A LA S.N.C.F.

Chers camarades,

Nous avons le triste privilège de posséder sept organisations syndicales à la S.N.C.F. Voici le 8^e larron. Il s'agit du G.A.P., adhérent de l'U.G.I.A.P. (Union des Groupements « indépendants » et « autonomes » professionnels). Ce dernier vient d'adhérer à la C.G.S.I. (le petit frère de la C.F.T.). Un « syndicat » fascisant à la S.N.C.F., de mémoire de cheminot on a jamais vu ça (en tous cas on ne s'en souvient pas). Il est clair que l'opération est montée par la direction, et ce depuis 1968. Il suffit de voir le nom des crabes qui dirigent cette organisation : tous sont proches des patrons de la S.N.C.F. Ces gens ne se gênent même pas : ils donnent l'adresse de la direction !

Ces porcs tentent, pour l'instant, de s'implanter chez les administratifs. Il y a à cela plusieurs raisons :

1) Les administratifs sont pratique-

ment isolés des autres cheminots et bien « encadrés » par les patrons.

2) De ce fait ils sont plus réceptifs à l'idéologie bourgeoise.

3) Ils sont aussi exploités, et ont par conséquent des problèmes de salaires et de cadences de travail (entre autres).

Ainsi le terrain est prêt pour l'implantation de ce type d'organisation dans ce milieu.

Pour toute personne censée, et plus encore pour tout marxiste-léniniste, il aurait fallu combattre le mal dès son apparition. Les révisos eux pensent autrement : « Il ne faut pas faire de publicité à ces gens-là », c'est ce qu'ils ont fait jusqu'à ce jour. On voit le résultat ! Quant aux autres (la C.F.D.T. et F.O.) ils ont combattu le mal... par le mal. Les administratifs semblent d'accord pour l'horaire à la carte ? Soit, à la C.F.D.T. et à F.O. on est « démocrate ». Donc on propose... l'horaire variable ! Incroyable mais vrai.

Les travailleurs de Forest en lutte

(enquête réalisée par des travailleurs marxistes-léninistes)

— Que produit-elle ?

Des machines-outils, essentiellement à commande numérique qui sont exportées dans le monde entier. Le chiffre d'affaires de la société est d'environ 6 milliards par an.

— Combien y-a-t-il de travailleurs ?

Elle emploie 400 personnes environ dont 45 % de cadres (ou assimilés).

— Les formes d'organisation du personnel ?

La C.G.C. qui regroupe les cadres, les assimilés, la maîtrise.

La C.F.T.C. qui n'a aucun représentant élu mais qui connaît quelques sympathisants.

La C.F.D.T. créée depuis 68 est le seul syndicat ouvrier, elle est sortie renforcée aux dernières élections des délégués.

LA GREVE.

— L'usine a-t-elle connue d'autres luttes ?

En 68, dans le contexte national.

En 69, quelques jours de grève.

— Quelles sont vos revendications ?
Augmentations uniformes de 180 F pour tous.

Compensation de la perte de salaire de 42 h à 40 h.

Prime d'assiduité incluse dans le salaire, pour tous.

Cinquième semaine de congés payés pour tous.

Treizième mois calculé sur la base du P 3 H.Q.

Ces revendications étaient posées à la direction depuis plusieurs mois, voire plusieurs années sans résultat positif.

— Le personnel est-il uni autour de ces revendications ?

La C.G.C. a refusé de soutenir ces revendications d'une manière unitaire avec la C.F.D.T.

— Comment la grève a-t-elle été dé-
cidée ?

Devant le refus de la direction, les travailleurs ont décidé de cesser le travail à partir du 29 mai 73.

Puis après une nouvelle rencontre

avec la direction toujours aussi négative, le personnel en grève a décidé le 4 juin l'occupation de l'usine jusqu'à l'aboutissement des revendications.
LES TRAVAILLEURS EN LUTTE.

— Comment les travailleurs s'organisent-ils ?

— A l'intérieur de l'usine :

En piquet de grève, 24 h sur 24 h (3 x 8 h). Les ouvriers sont toujours nombreux à assurer ces piquets de grève.

— A l'extérieur de l'usine :

En distribuant de nombreux tracts dans toutes les usines de la région, à la population de Capdenac, et dans les lycées, C.E.T., afin de populariser leurs luttes.

En prenant contact avec toutes les organisations syndicales de la région.

En constituant une caisse de solidarité.

— Que fait le patron face à cette combativité ouvrière ?

La C.G.C. et la C.F.T.C. aux ordres de la direction, ont signé des pétitions pour la liberté du travail (en utilisant la menace).

La direction elle-même cherche à briser le mouvement en envoyant du personnel de Capdenac non gréviste travailler à une usine de Figeac dans des conditions anormales et en essayant de reconstituer le service après vente.

Elle réclame pour pouvoir discuter l'arrêt immédiat de la grève.

— Comment envisagez-vous la suite du mouvement ?

Il s'agit de populariser au maximum notre lutte, de rester vigilant et de ne pas se laisser manœuvrer par la direction, compter sur la solidarité ouvrière.

L'union des travailleurs en lutte et la solidarité sont nos seules armes face au patronat.

Correspondant H. R.

DHOFAR : Huit années de luttes acharnées

Il y a huit ans, le peuple du Dhofar, le 9 juin 1965, a pris la voie de la lutte armée ; il avait neuf fusils et quelques dizaines de balles... Aujourd'hui il a libéré 90 % de son territoire !

UN PEUPLE DE BERGERS MAINTENUS DANS LA MISÈRE...

Mais qui est ce petit peuple du Sud de l'Arabie ? Fort de 200 000 hommes, ils habitent des montagnes de la partie ouest de l'émirat d'Oman, séparée du reste de l'Oman par un désert de 800 km... et de la République démocratique populaire du Yémen... par un autre désert. C'est un peuple de bergers maintenus volontairement dans une situation de misère et d'obscurantisme par le sultan Saïd Ben Daymoun de 1932 à 1970 ! « Plus les chiens ont faim, plus ils obéissent », tel a été le principe de gouvernement de ce despote médiéval pendant quarante ans ; il y ajoutait une solide hostilité au modernisme : pas d'eau courante, pas de route, pas une école, pas de médicaments, pas d'électricité, pas d'ombrelle à Oman sous son règne ! Son fils et successeur, Qualoun, pour « moderniste » qu'il soit ne vaut pas plus cher et nourrit le même mépris haineux du peuple.

UNE SITUATION EXCEPTIONNELLE

Derrière l'un comme l'autre, pour tirer les ficelles et diriger les forces armées locales : l'impérialisme britannique installé dans la région de longue date, car son intérêt stratégique et commercial de territoire situé entre l'Occident et l'Orient n'avait pas échappé aux dirigeants de « l'empire sur lequel le soleil jamais ne se couchait... » Et puis, il y a le pétrole ! La région du Golfe qui recèle les 2/3 de réserves de pétrole du monde, véritable « réservoir de pétrole » du

monde, a attiré tous les impérialismes. Aujourd'hui, où l'impérialisme britannique en déclin a dû jeter du lest, l'impérialisme américain prend la relève dans la région du Golfe arabe (2/3 du pétrole du Golfe lui revient) talonné par le social-impérialisme soviétique qui tente une percée...

DE VICTOIRE EN VICTOIRE...

La lutte armée du peuple du Dhofar, commencée en 1965, s'est rapidement organisée : création de « milices populaires » et d'une « Armée populaire de Libération », qui, peu à peu, a acquis une grande expérience de la guerre toute en combattant sur tous les fronts : participation à la production agricole, combat contre l'analphabétisme — proche de 100 % auparavant — commandos anglais — les « démons rouges » — avions Strike Master modernes, et mercenaires nombreux n'ont réussi aucun raid de ratisage, jusqu'à ce jour. La ville de Salalah, capitale du Dhofar, encerclée par l'A.P.L., n'est reliée que par avion du reste du pays !

Car aujourd'hui 90 % du Dhofar est

libéré. Des conseils populaires exercent le pouvoir démocratique ; une politique agraire visant à liquider les contraintes tribales a permis d'augmenter la production et de résister aux tentatives ennemies d'affamer les bergers et de vider les zones rurales (bombardements systématiques des troupeaux et des canaux d'irrigation) ; la propriété des pâturages et de l'eau est devenue communautaire. D'autres mesures contribuent à soutenir la lutte de libération nationale et à édifier un Dhofar nouveau : construction d'une route vers le Yémen démocratique, création d'écoles et de dispensaires itinérants ; une première école de la révolution a été fondée en avril 1970. Les femmes du Dhofar, entrées dans la lutte de libération, se libèrent du même coups des contraintes féodales.

C'est le Front de Libération du Dhofar (F.L.D.) qui a organisé et dirigé cette lutte remarquable ; en 1968, il a pris le nom de F.P.L.G.A.O. (Front populaire pour la Libération du Golfe arabe occupé) proposant une stratégie générale pour Oman et pour le Golfe arabe.

L'impérialisme britannique et les



super-puissances peuvent multiplier leurs manœuvres et leur pillage dans la région ; le sort qui les y attend n'est guère brillant ; car les peuples du Golfe arabe sont entrés vaillamment dans la lutte !

SUD-VIETNAM : Des luttes ardues dans la nouvelle étape



Kissinger vient d'apposer une nouvelle fois sa signature à un document qui précise les modalités des accords de Paris du 27 janvier. Pourquoi de nouveaux entretiens avec les dirigeants de la République démocratique du Vietnam ont-ils été nécessaires ?

C'est que depuis bientôt cinq mois, les agresseurs U.S. et leurs fantoches Thieu et compagnie n'ont cessé d'accumuler violation sur violation de l'Accord de janvier, procédant à des tentatives d'empiètement de la zone libérée, maintenant l'infrastructure

militaro-policière au Sud-Vietnam et retenant des centaines de milliers de Vietnamiens dans les bagnes...

De telles violations ont imposé de nouvelles tâches au peuple vietnamien au Sud, que précise le président Nguyen Hou Thô dans une récente interview :

« Dans la nouvelle étape actuelle, la tâche fondamentale de la population, du F.N.L. et du G.R.P. est la suivante : renforcer l'union, tirer profit des victoires acquises, maintenir ferme la volonté de préserver dans la lutte révolutionnaire la paix, l'indé-

pendance, la démocratie, la concorde nationale et l'amélioration des conditions de vie, lutter résolument et avec persévérance pour une application stricte et intégrale de l'accord de Paris sur le Vietnam, pour le maintien d'une paix stable et durable, défendre et édifier la zone libérée, développer les forces révolutionnaires à tout point de vue et s'acheminer vers un Sud-Vietnam pacifique, indépendant, démocratique en vue de la réunification pacifique du pays. »

Ce sont les luttes actuelles du peuple vietnamien qui ont imposé cette nouvelle signature à Nixon. Mais déjà son valet Thieu sabote l'Accord : une demi-heure après le nouveau cessez-le-feu, le 15 juin à midi, des Skyraiders saonnais bombardèrent à 50 km au nord-ouest de Saigon, sous les yeux des journalistes occidentaux !

Thieu s'obstine... mais la volonté de paix et de concorde nationale est la plus forte... et à terme, elle l'emportera. En de nombreux endroits de la ligne de cessez-le-feu, les soldats des deux armées fraternisent. Ils se rencontrent et discutent pendant des heures ; on organise des spectacles en commun dans des pailloles, baptisées « maisons de concorde » ! Les simples soldats de l'armée saonnaise désapprouvent ouvertement le gouvernement Thieu... et de plus en plus nombreux sont ceux qui tournent les ordres par divers stratagèmes... Le jour se rapproche où Thieu, totalement seul et impuissant, sera contraint de céder aux exigences unanimes du peuple vietnamien réconcilié, uni, victorieux.

HALTE A LA RÉPRESSION AU MAROC

Plusieurs procès vont s'ouvrir prochainement au Maroc.

A Casablanca, 51 inculpés vont comparaître devant le tribunal correctionnel sous l'inculpation d'« attentats visant à renverser le régime ». Deux des avocats ont été arrêtés.

A Kénitra, 150 militants de l'UNFP vont comparaître devant le tribunal militaire. On s'attend à ce qu'il y ait 30 condamnations à mort.

A Marrakech, un autre procès doit s'ouvrir.

Le boucher Hassan voudrait que ces procès se déroulent dans le secret. A nous de tout faire pour contribuer à ce que ses projets criminels soient mis en échec.

MANIFESTATION LE 30 JUIN, à l'appel du Comité de lutte contre la répression au Maroc et de plusieurs organisations dont l'Humanité Rouge.

Intimidations policières contre la librairie Palestine

Le 5 juin, des inspecteurs de police sont venus deux fois à la Librairie Palestine. Ce n'était pas pour enquêter sur son récent plastiquage, car les deux agents sionistes dont l'identité a été contrôlée près de la librairie au moment de l'attentat n'ont jamais été poursuivis. C'était pour perquisitionner ; les inspecteurs ont cherché de la drogue partout, et surtout dans les dossiers.

Alors que des trafiquants notoires sont élus sous l'étiquette U.R.P., ces perquisitions arbitraires montrent à quoi sert la loi Marcellin contre le trafic de drogue : à la fascisation de l'Etat.

LAOS : Les menées U.S. continuent

Bientôt quatre mois se sont écoulés depuis les accords de Vientiane ; mais, comme l'explique un mémorandum du Comité central du Front patriotique lao le 1^{er} juin dernier, ni la partie de Vientiane ni les Etats-Unis n'ont respecté ni appliqué les clauses de l'Accord :

1^{er} « Les Etats-Unis continuent à effectuer des bombardements et des engagements militaires au Laos ».

Le mémorandum précise : — de l'Accord à la mi-mai, 5 200 missions de bombardements et d'espionnage,

— transfert du matériel et personnel de « Air America » — organisme

militaire U.S. camouflé — au gouvernement de Vientiane.

Un militaire U.S. a été capturé le 7 mai dernier par les Forces patriotiques lors d'un vol d'intrusion au-dessus de la zone libérée !

2^e « Sous le commandement des Etats-Unis, les troupes de la partie du gouvernement de Vientiane et les troupes régulières de Thaïlande continuent à mener des activités militaires et à violer gravement le cessez-le-feu ». (30 bataillons thaïlandais stationnent au Laos et y mènent des attaques d'empiètement.)

3^e « Sous la pression des Etats-Unis et des réactionnaires d'extrême-

droite, la partie de Vientiane s'est efforcée de retarder et entraver le règlement des questions détaillées, dans le domaine politique et militaire, et manœuvrer pour modififier l'esprit et les principes de l'accord de Vientiane ».

Le mémorandum conclut ainsi le point de la situation :

« Les Forces patriotiques sont résolues à préserver et développer la victoire acquise, préserver solidement la zone sous leur contrôle, briser toutes les manœuvres, les menaces et sabotages de la part des Etats-Unis et des réactionnaires d'extrême-droite. »

SOUSCRIPTION PERMANENTE

2 millions pour la fin juin 4 MILLIONS pour Octobre

Depuis notre appel du 1^{er} juin 1 230 000 F ont été collectés pour le soutien à l'Humanité rouge.

De nombreux travailleurs ont déjà répondu à notre appel. La souscription a pris un caractère de masse. Ce sont là des faits extrêmement encourageants, mais il faut poursuivre l'effort afin d'atteindre l'objectif.

Deux millions fin juin.

Quatre millions pour octobre.

Un exemple à suivre...

Des camarades nous ont adressé cette lettre. Elle démontre concrètement que l'on a raison d'avoir confiance dans les masses, qu'il ne faut pas craindre d'expliquer largement nos difficultés aux travailleurs, qu'ils sont prêts à nous soutenir pour gagner la bataille de l'Humanité-Rouge.

En diffusant un tract sur un marché de notre région, nous avons lancé des slogans comme « H.R. ne vit pas des milliards de la bourgeoisie, H.R. est le journal de la classe ouvrière, H.R. ne vit que du soutien des travailleurs ». Un panneau expliquait les raisons de nos difficultés. Deux camarades recevaient la souscription dans un drapeau rouge. Le résultat a dépassé ce qu'on espérait : en 2 heures, 33 travailleurs ont donné de 20 centimes à 2 F, soit 33,68 F, sans compter les autres personnes qui posaient des questions, faisaient des remarques. Faisons sans cesse plus confiance aux masses et nos difficultés financières se transformeront en succès politiques !

Afin d'appeler les travailleurs à soutenir financièrement notre journal, des C.D.H.R. ont dédigné et diffusé des tracts. En voici quelques extraits.

L'un d'entre eux déclare :

« L'Humanité Rouge, journal des communistes marxistes-léninistes raconte chaque semaine les luttes dans les entreprises, sur les chantiers, dans les campagnes. L'Humanité Rouge a défendu les luttes dures, celles qui sont dans les traditions de combat de la classe ouvrière : les militants marxistes-léninistes ont popularisé les grèves des Nouvelles Galeries, de la Coframaille, de Peugeot, et aussi celle des aiguilleurs du ciel, pour le droit syndical.

L'Humanité Rouge a accompli un devoir internationaliste, en soutenant activement les peuples vietnamien, palestinien, indonésien et brésilien, laotien et cambodgien aujourd'hui en lutte », et conclut :

« Souscrivez auprès de nos militants, versez pour soutenir l'Humanité Rouge en qui vous avez confiance. Tous unis pour la bataille de l'Humanité Rouge. »

Un autre : « L'Humanité Rouge, notre journal, n'en déplaise aux calomnieux, n'est financé ni par le patronat, ni par les fonds gouvernementaux, ni par « l'or de Pékin » ! Mais par l'achat et les souscriptions des travailleurs. C'est pourquoi nos moyens financiers ne sont pas ceux de la presse bourgeoise. C'est pourquoi nous avons de graves difficultés financières.

Qu'on ne s'y trompe pas, notre bataille n'est pas seulement financière, mais aussi politique, car une entrave à la liberté d'expression a souvent été le problème financier. Elle est politique, car l'Humanité Rouge est le seul journal qui soutienne les luttes des classes laborieuses et en informe les autres travailleurs, dans lequel la correspondance ouvrière prend une part aussi importante. »

Le tract se termine par ces mots :

« Travailleur, soutiens ton journal l'Humanité Rouge, lis-le, discute-le et fais-le lire.

Abonnes-toi au seul journal qui représente les intérêts profonds de la classe ouvrière.

Soutiens-le financièrement dans son combat pour la victoire de la révolution prolétarienne et une France socialiste. »

Souscription du Comité de rédaction	565
C.D.H.R. Paul-Vaillant-Couturier	5
C.D.H.R. Colonel-Fabien G. B. et M. D.	46
continuons à lutter contre l'électoratisme	50
Paris - anonyme (en timbres)	1
Soutien permanent à H.R. - P. M.	50
Un sympathisant	30
Sympathisant pour le mois de juin	20
Un ouvrier M.-L.	4
C.D.H.R. F.-Marty	32
A. A.	2,50
C.D.H.R. J.-Staline - C.	20
Un soldat	0,30
Un souscripteur anonyme	20
Un travailleur de Palaiseau	50
Soutien permanent Roger L'Humanité-Rouge vaincra ! Un instituteur suppléant	60
Ma modeste contribution au soutien de HR - J.V.	10
En avant pour les 2 millions avant le 30 juin - Un lycéen	5
Deux sympathisants	50
Un camarade - M. B. soutien à H.R.	100
H.R. vaincra ! une ouvrière	1
Un jeune ouvrier sur un marché. H.R. vaincra !	2
Un jeune ouvrier sur un marché. Soutien à H.R.	2
Un camarade Soutien à H.R.	3
Pour la victoire du marxisme-léninisme	50
Pour le juste combat de H.R. - B.Y.	10
Pour H.R. sur 12 pages toutes les semaines - I. P.	20
Un camarade agenais	10
Pour que vive l'H.R. - B.P.	3
En plus de mon réabonnement - G. M.	108
Soutien renforcé à H.R. - Mai	500
Versement exceptionnel un lecteur - Mai	100
Pour la poursuite du juste combat idéologique et politique de H.R. D.P. - P.C.	200
M. S. en réponse à l'appel de l'H.R.	20
Soutien aux camarades polonais	10
Vive le P.C.M.L.P. !	10
Soutien hebdomadaire P.L.L.	25
Soutien à H.R. - deux camarades normands	40
H.R. vaincra ! P. G.	10
Pour la victoire du marxisme-léninisme, faisons toujours connaître plus l'H.R.	100
C.D.H.R. N.V.T. pour que H.R. paraisse sur 12 pages toutes les semaines	110
Trois lectrices	1,50
Un lecteur	1,50
A.P.B.	100
C.D.H.R. G.-Péri	22
C.D.H.R. P.-V.-Couturier	97
Pour que H.R. reste hebdomadaire et sur 12 pages - Un lecteur	5
Pour que vive l'H.R. - A.L.	30
Des camarades bretons. H.R. vaincra !	4
Soutien anonyme pour H.R. à 12 pages toutes les semaines	100
Un cheminot contre le révisionnisme	10
Soutien à H.R. - A.J.	100

Soutien à notre presse - D.M.	40
B.V., en plus réabonnement	8
H.R. vaincra ! Un sympathisant breton - Continuons le combat	1
Soutien à H.R. - A.M.V.	17
Soutien mensuel - D.R.	100
Quatre enseignants + un lycéen algérien	30
Cdt Bourgat - Soutien à notre presse	100
En supplément à réabonnement - C.A.	20
Un délégué C.G.T.	15
Un jeune cheminot	100
Soutien à H.R. pour les 2 millions au 30 juin 73	57,50
Pour H.R. sur 12 pages toutes les semaines - U.J.	70
Pour la souscription spéciale à H.R. - B.J.	50
H.R. vaincra ! Bretagne Pour que vive H.R. ! Anonyme	20
Pour que H.R. puisse continuer son juste combat politique et idéologique - Arsène	10
Soutien à H.R. - S.D.	20
G.B. et M.D., soutien hebdomadaire	50
Des camarades du Morbihan, soutien à H.R.	185
Joseph - Soutien à H.R.	100
H.R. vaincra ! K.	70
Des travailleurs et des étudiants	100
H.R. vaincra ! Un couple marxiste-léniniste	50
Un facteur et un étudiant sympathisants M.-L.	17,80
Un travailleur de l'aérospatiale	20
M.G. - Soutien à H.R.	100
Il faut qu'H.R. continue, toujours mieux qu'avant nous vaincrons - Léon	10
C.D.H.R. F. Marty	65
Soutien à H.R. - A.B.	30
B.A.V. - Versement mensuel	30
Un lecteur contre les anarchistes et les gauchistes	3
Une enseignante	10
Pour continuer à diffuser les idées M.L. C.C.J.F.	10
Soutien à HR anonyme	50
Pour que l'H.R. poursuive son juste combat contre le capital oppresseur M.P.	10
Ch. C. de la part d'un auxiliaire en grève	20
Soutien à H.R. PTT	110
Soutien à HR	24
Sur un marché de banlieue	5,60
CDHR Gemnitz	404,75
Un employé PTT	200
CDHR Flourens	700
Un sympathisant	100
Un militant	100
CDHR F. Marty	16
Sur le marché	4,50
Un cheminot	50
Un ouvrier chauffagiste	5
Une employée du CROUS	10
CDHR Pierre Sémar T	64
CJ en plus commande brochures	47
CDHR Staline C	268
Alain HR Vaincra - Un camarade breton - A bas l'impérialisme français	50
Soutien à HR ! Une femme de l'Est	100
M.B. en plus brochures	7,50
CP Soutien à HR	2
2 lectrices	6,50
Un lecteur F.A.	10
CDHR Cl. Fabien	711,50
CDHR J.P.T.	50
Une famille M.L.	22,50
Pour un douze p. permanent	100
Un ouvrier	100
CDHR A. Marty	20,60
2 camarades de l'Est HR Vaincra !	1 000
Un ouvrier espagnol	5
CDHR Cabral	37,50
CDHR Hapiot	50
Soutien à la position de HR sur la question nationale	100
Un sympathisant à une vente	5

Pour l'édification de l'avant-garde	50
C.D.H.R. F.-Yveton	200
Un postier progressiste pour un 12 pages permanent	100
C.D.H.R. P.V.C.	15
Un M.-L. grec	8,50
Un cheminot	20
Un ouvrier du cuir	1
Pour que H.R. vive	1 000
Une camarade d'A.G.	300
En supplément à brochures	7,50
Un ouvrier tunisien	2
Soutien à H.R.	2
Soutien C.D.H.R. Stalingrad	105
Souscription de masse (Hapiot) :	
Un couple sympathisant	10
Une amie	1
Un M.-L. allemand	2
Une infirmière	2
Pour la juste position d'H.R. sur la question nationale	1
Un cégétiste de 40 ans de syndicat et sa femme	1,60
Un lycéen du technique	0,50
Un couple de travailleurs	6
Une infirmière	12
Un couple de fonctionnaires	10
Un couple de sympathisants	4
Un communiste italien	2
Un cheminot	0,50
Total de la quinzaine	10 808,65
Total précédent	291 089
Nouveau total utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	301 897,65

Secours Rouge prolétarien

Collecte sur le marché d'Aubières pour les grévistes du Mammouth de cette ville 70,20

Soutien à la lutte du peuple cambodgien

Pour le Cambodge	
Un travailleur de l'aérospatiale	20
Un camarade	10
A. B. soutien au Cambodge	10
Un camarade	200
Sur un marché	32,18
Une sympathisante	200
	572,18

Souscription organisée par le C.I.L.A.

C.I.L.A. Agen - Lot-et-Garonne	190
J.P.S. Saint-Jean Bonfond	5
Y. B. Paris-18 ^e	10
B. T. Paris-20 ^e	20
G. P. Ermont	200
Anonyme (en timbres)	1
Anonyme (en timbres)	3
Souscription au meeting M.N.S.P.I.-H.R.	30
Total versé à la mission du G.R.U.N.C.	459

Pour élargir et organiser le soutien financier à l'Humanité rouge, utilisez les carnets de bons de soutien

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

CONFERENCE DE STOCKHOLM SUR LE PROBLEME CAMBODGIEN

UNE PRISE DE POSITION INTERESSANTE

Les 2 et 3 juin 1973 a eu lieu à Stockholm (Suède) une réunion spéciale du Comité exécutif de la conférence de Stockholm pour examiner le problème cambodgien, né de l'agression U.S. au Cambodge. 79 organisations nationales et internationales ont envoyé des représentants qui ont écouté avec attention un exposé de M. Thiounn Prasith, secrétaire du Bureau politique du Front uni national du Kampuchéa (F.U.N.K.), sur la lutte du peuple cambodgien contre les interventions U.S. au Cambodge et l'intensification actuelle des bombardements barbares U.S. au Cambodge.

La réunion a permis à tous les participants de mieux comprendre les spécificités de la juste lutte du peuple cambodgien, de condamner l'agression U.S. et de soutenir la position raisonnable du F.U.N.K. et du G.R.U.N.C. pour résoudre le problème cambodgien. La délégation du F.U.N.K. et du G.R.U.N.C. a été reçue chaleureusement par les différentes délégations participant à la réunion.

Voici le texte de la Résolution adoptée à cette conférence :

Le Comité exécutif de la conférence de Stockholm, réuni les 2 et 3 juin 1973 à Stockholm, lance à tous les peuples, à tous les hommes et à toutes les femmes, à toutes les organisations démocratiques, les institutions religieuses et philosophiques, à tous les gouvernements épris de justice, de paix et de liberté pour tous les peuples du monde, un appel pressant et solennel pour qu'ils exigent et imposent par tous les moyens appropriés l'arrêt immédiat du véritable génocide perpétré aujourd'hui au Cambodge et le retour du peuple cambodgien à la paix et à la liberté.

Depuis la signature de l'accord du 27 janvier 1973 pour le cessez-le-feu et le rétablissement de la paix au Vietnam et de l'accord du 21 février 1973 sur le rétablissement de la paix et la réalisation de la concorde nationale au Laos, les Etats-Unis intensifient en effet de façon croissante et systématique leur agression contre le peuple cambodgien et contre le Cambodge indépendant, pacifique et neutre.

Depuis quatre mois, l'administration Nixon a mobilisé toutes les forces aériennes et navales d'Extrême-Orient pour concentrer sur le Cambodge les bombardements massifs, démentiels, dépassant en intensité les pires moments de la guerre d'Indochine. Chaque jour, l'aviation américaine, recevant ses ordres de l'ambassade U.S. à Phnom Penh, effectue des centaines de raids avec des centaines de B-52 et de chasseurs bombardiers, lâchant jusqu'à 5 000 tonnes de bombes de tout genre, ce qui équivaut, en un mois, sept bombes atomiques de type Hiroshima.

Ce déluge de fer et de feu, souvent concentré autour même de Phnom Penh et sur d'autres régions densément peuplées, massacre délibérément d'innombrables civils, hommes, femmes, enfants, vieillards, rase des villages entiers, ravage et incendie rizières et cultures, détruit les pagodes, les hôpitaux, les écoles.

Simultanément, l'administration Nixon renforce ses bases militaires en

Thaïlande et en Extrême-Orient, concentre la 7^e Flotte au large des côtes cambodgiennes, fait intervenir des mercenaires saonnais et thaïlandais et recrute aussi des milliers de mercenaires U.S. Au cours du seul mois d'avril 1973, elle a envoyé à Phnom Penh 450 officiers et sous-officiers en civil pour diriger les opérations militaires et servir de pilotes ou de mitrailleurs pour les hélicoptères.

Ce barbare génocide est perpétré sous le prétexte fallacieux d'une lutte contre une prétendue invasion vietcong et nord-vietnamienne au Cambodge. Cela est faux.

Le peuple cambodgien se bat seul

pour sauver l'équipe de Lon Nol installée par lui afin d'imposer le néo-colonialisme au Cambodge, de mieux assurer son hégémonie dans le Sud-Est asiatique et renforcer son agression contre les peuples du Vietnam et du Laos.

Comme est aussi sans fondement la propagande officielle des Etats-Unis suivant laquelle des « négociations entre Cambodgiens » seraient en bonne voie et la politique américaine actuelle pourrait ainsi conduire à la paix, propagande qui n'a d'autre objet que de duper et de démobiliser l'opinion américaine et l'opinion mondiale. Le peuple cambodgien qui mène une lutte héroïque pour son indépendance et sa liberté, et qui, uni dans le F.U.N.K., présidé par le chef d'Etat Norodom Sihanouk, et sous la conduite de son gouvernement légitime, le G.R.U.N.C., institué au lendemain du coup d'Etat, a déjà libéré 90 % de son territoire et 80 % de la population et ne saurait pactiser avec une équipe d'imposteurs ne représentant qu'elle-même et installée par une puissance étrangère.

Le peuple cambodgien entend à juste titre poursuivre jusqu'à la victoire totale la lutte pour sa libération.

Le Comité exécutif de la conférence de Stockholm appelle toutes

Il les appelle à exiger :

— La cessation immédiate, totale et inconditionnelle des bombardements et tous autres actes d'agression militaire des forces armées américaines et de leurs laquais de Bangkok et de Saigon ;

— Le retrait total et inconditionnel du Cambodge des personnels militaires et mercenaires et du matériel militaire américain ainsi que thaïlandais et saonnais ;

— La cessation de tout soutien et aide à l'équipe d'imposteurs du régime de Phnom Penh ;

— Le respect absolu par tous des droits nationaux fondamentaux du peuple du Cambodge, son indépendance et sa souveraineté, l'unité et l'intégrité de son territoire, afin qu'il puisse à nouveau régler librement ses propres affaires intérieures sans aucune ingérence étrangère, conformément à la déclaration en cinq points du 23 mars 1970 de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, président du F.U.N.K., et au programme politique du F.U.N.K.

En vue d'abrèger les indicibles souffrances du peuple cambodgien et de hâter le retour auquel il aspire à la paix, à l'indépendance et à la neutralité, le Comité exécutif de la conférence de Stockholm appelle tous les peuples du monde et tous les gouvernements épris de justice et de paix à apporter et à développer leur soutien à la lutte légitime de tout le peuple cambodgien contre la barbare agression américaine, et leur appui au Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge, seul représentant légitime et légal du peuple cambodgien et pour lequel l'accroissement de l'aide morale, politique et matérielle et la reconnaissance internationale « de jure » par les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait, sont de plus en plus nécessaires.

Le Comité exécutif de la conférence de Stockholm appelle tous les comités nationaux et internationaux, qui soutiennent son action, à développer activement en ce sens leur initiative tant auprès de leur gouvernement respectif qu'en vue d'accroître les aides de toute nature au peuple cambodgien.

Il décide de prendre à la fin de juin une initiative publique pour renforcer encore la protestation internationale contre l'agression américaine au Cambodge.

Le Comité exécutif décide également de consulter toutes les organisations nationales et internationales sur la tenue d'une conférence mondiale sur le Cambodge le plus rapidement possible.



contre l'agression U.S. et contre le régime imposé avec l'aide de la C.I.A. par le coup d'Etat du 18 mars 1970. Tous les témoignages le confirment, y compris les récentes déclarations publiques des personnalités américaines bien informées.

Il s'agit en réalité d'une ultime tentative de l'impérialisme américain

les forces éprises de liberté, de justice et de paix dans le monde à se mobiliser pour faire échec à cette agression caractérisée et barbare de la plus grande puissance militaire du monde contre un petit peuple pacifique qui tire sa principale force de résistance de son union et la légitimité de son droit.



Le 5 juin à Paris
2 000 personnes
ont manifesté
leur soutien au
peuple cambodgien

manifestation unitaire
organisée par l'Humanité rouge,
la Cause du Peuple, le C.I.L.A.,
le M.N.S.P.I., les C.I.P., et le P.S.U

Un livre à lire
et à faire lire
**LA C.I.A.
CONTRE
LE CAMBODGE**
de Samdech
Norodom Sihanouk
Editions Maspéro

